

temps des Fêtes, alors que je parcourais ma circonscription de Yorkton-Melville. J'ai aussi fait des conférences dans le Sud et l'Ouest du Manitoba et de la Saskatchewan. Les cultivateurs de l'Ouest canadien s'inquiètent vivement de l'état actuel des choses. Ils posent des tas de questions élémentaires. Ils demandent pourquoi le cultivateur est traité de plus en plus durement. Pourquoi a-t-il de plus en plus de mal à satisfaire à ses besoins? Pourquoi est-il le seul, de nos jours, à être obligé, quand il va dans un magasin, de demander combien coûte telle ou telle denrée et de l'accepter à ce prix, alors que, quand il vend ses produits, il doit demander combien on lui donnera?

Le cultivateur est aujourd'hui une des rares personnes à souffrir au sein du marché dit de la libre entreprise. Le cultivateur est prisonnier de cette situation; tout travaille contre lui. Tout le système semble travailler contre lui. Il devient de plus en plus frustré et inquiet. A mon avis, c'est pour cela qu'il commence à poser toutes sortes de questions élémentaires. On retrouve cet état d'esprit partout. On voit les cultivateurs posant des questions, parlant d'organisation, protestant sérieusement et réclamant une plus grande considération. Ils commencent à demander que baissent les prix des marchandises qu'il leur faut acheter avant de produire un boisseau de grain. Ils commencent à réclamer plus de marchés. Ils disent que le gouvernement leur demande de produire du grain mais que, lorsqu'ils ont produit le grain ces mêmes personnes du gouvernement ne le vendent pas ou ne lui trouvent pas de débouchés.

Nous savons qu'une grande quantité de nourriture sous forme de céréales se perd. Les agriculteurs canadiens peuvent produire des céréales, mais elles ne sont pas vendues. Voilà pourquoi il se posent une foule de questions fondamentales. Nous devrions examiner le problème véritable. Ce n'est pas seulement l'agriculteur de l'Ouest qui est touché. A mon avis, l'industrie agricole est encore l'une des plus importantes de tout le Canada. C'est une sorte de cercle vicieux. Si l'agriculteur et l'industrie agricole éprouvent des difficultés, alors le monde des affaires de tout le pays en éprouve aussi. Cela entraîne des effets préjudiciables pour toute l'économie et les répercussions s'en font ensuite sentir d'un bout à l'autre du pays. Voilà pourquoi il faut trouver des solutions nouvelles et radicales dans le domaine de l'agriculture au lieu de se contenter de résoudre un ou deux problèmes au moyen d'une ou deux mesures législatives d'importance secondaire.

[M. Nystrom.]

Nous ne pouvons pas feindre d'ignorer le problème. Nous ne pouvons compter le résoudre par des demi-mesures, et en jetant le véritable problème aux oubliettes. Il ne disparaîtra pas. Nous devons l'attaquer de front et explorer des possibilités tout à fait nouvelles. Bien des gens ne peuvent pas vendre les céréales qu'ils ont dans leurs silos. Certains ont un contingent d'un boisseau, d'autres de deux boisseaux et quelques-uns peut-être, un contingent de trois boisseaux. Mais ils ont du grain gourd et humide qu'ils ne peuvent pas faire sécher parce qu'ils n'en ont pas les moyens. Beaucoup sont endettés jusqu'au cou à cause du prix des machines agricoles et des terrains. Je connais des gens qui vont supplier les banques et les coopératives de crédit de différer le remboursement de leurs emprunts. Les choses en sont à ce point tragiques. Un grand nombre devront peut-être abandonner leur exploitation. C'est pourquoi nous devons chercher des solutions radicales et songer à accorder des subventions au lieu de prêts à certaines de ces personnes qui sont en très mauvaise passe.

Nous pouvons regarder autour de nous. Nous pouvons examiner, par exemple, le mouvement des céréales. Je prétends que nous devrions commencer à réclamer une politique plus vigoureuse en matière de commercialisation. J'ai ici des données statistiques de la Commission des grains au sujet des expéditions des éleveurs régionaux. En décembre 1967, environ 28,696 wagonnées de céréales sont parties des éleveurs, mais durant la même période en 1968, il y en avait eu 21,311 wagonnées. C'est une diminution d'environ 7,300 en un an, alors que nous aurions dû accroître plutôt que de diminuer les expéditions. Nous nous souvenons tous fort bien du débat d'urgence tenu à la Chambre la semaine dernière au sujet de l'arrêt des expéditions de céréales du port de Vancouver. Nous ne pouvons pas tolérer une situation de ce genre qui touche si gravement les cultivateurs. Il importe d'agir sans tarder et faire renaître la confiance que la population avait en nous, non seulement celle des cultivateurs de l'Ouest canadien, mais aussi de bien des gens d'un bout à l'autre du pays.

Bon nombre n'ont plus confiance dans notre institution. Ils veulent que nous soyons plus au fait des réalités et attendent de nous des résultats immédiats. Nous voyons, par exemple, qu'en janvier 1967, on a expédié environ 14,885 wagonnées de grain tandis que pendant la même période de deux semaines en janvier 1968, 5,835 wagonnées de grain ont été expédiées. Au cours des deux premières semaines de janvier de cette année, les expéditions sont passées à 4,674 wagonnées. Nous constatons